

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 240 - VENDREDI 9 JANVIER 2015

PÂQUERETTE PAYANTE

Un bouquet pour l'an neuf. C'est celui proposé par La Poste qui désormais fera payer 4,40 € chaque visite hebdomadaire que le facteur faisait quotidiennement et gratuitement à ma mémé dans son village. Cohésio, ça s'appelle. Et il paraît que c'est un progrès. ●

AGENDA MILITANT

→ 15 janvier

Paris [Solidarité avec Syriza et les Grecs, contre l'austérité](#)

Rennes [En France comme en Grèce ouvrons de nouvelles perspectives](#)

→ 17 janvier

Montreuil [Inauguration de l'expo : Femmes en métier d'hommes](#)

Paris [Manifestation nationale pour les droits des femmes](#)

Paris [Nicos Poulantzas, un marxiste pour le XXI^e siècle](#)

→ 22 janvier

Montluçon [Pensons une nouvelle société - Suite](#)

Face au consensus hypocrite, le sens de notre "Nous sommes Charlie"

Nous sommes encore dans la stupeur et dans l'accablement devant l'horreur du massacre terroriste, solidaires de la rédaction de *Charlie Hebdo* et des familles des victimes, auxquelles justice doit être rendue.

Notre cri "Je suis, Nous sommes Charlie" est un cri – plus ou moins consensuel – pour la liberté de la presse et la liberté d'expression. C'est aussi un cri – bien moins consensuel – contre les amalgames islamophobes et les instrumentalisation misérables qui, provisoirement tapies dans l'ombre, ne vont pas manquer d'advenir.

Notre cri est enfin un cri non consensuel en faveur d'une mobilisation de la société face aux dynamiques mortifères à l'œuvre. Toute une partie de la jeunesse est aujourd'hui abandonnée. Les habitants des quartiers populaires sont relégués et discriminés. Le spectacle du conflit israélo-palestinien ainsi que celui d'un monde toujours plus cynique et cruel sont devenus insupportables.

Qui ne voit pas que l'évènement n'est pas une "affaire de fous" mais un symptôme : le symptôme d'un système économique toujours plus inégalitaire ; le symptôme d'un système social discriminant ; le symptôme d'un système démocratique en ruine ?

Il ne suffit pas de titrer comme *Le Figaro* "La liberté assassinée" quand l'inégalité est devenue le talon d'Achille du Vivre ensemble et la fraternité lettre morte. Il ne suffit pas de se référer à la République lorsque la réalité s'éloigne toujours davantage de sa devise : quelle liberté ? quelle égalité ? quelle fraternité ? C'est ainsi que face à l'option de la surenchère sécuritaire, inefficace car elle ne s'attaque pas aux origines et aux causes des problèmes, il faut s'inscrire dans une autre logique.

Faute de cela, la fabrique de haine tourne à plein, livrant à des idéologues fanatiques leurs prochains pantins-criminels. Rien ne serait pire que d'ajouter à l'ignominie du crime du 7 janvier la cécité sur ce qui ne peut plus durer dans notre société. Prenons garde : derrière le consensus hypocrite de l'unité nationale, il n'y a que le mauvais terreau sur lequel se dégrade rapidement l'idée même de société.



● Gilles Alfonsi, Michèle Kiintz

Non, le néolibéralisme n'a pas gagné et il peut perdre

Qu'en est-il de la bataille d'idées en France, en ce début d'année 2015 ? Sans chercher à embellir une situation difficile et complexe, voyons que les partisans de l'émancipation ont du grain à moudre.

Présentant au mois de décembre les résultats d'une étude de l'Institut CSA intitulée "Français, si vous réinventiez la France", les principaux journaux ont voulu voir des citoyens schizophrènes, entre « *un désir de changement puissant et radical* » et « *un attachement fort au modèle social français* ». *Le Monde* a ainsi titré : "Les Français veulent tout changer mais garder l'essentiel", soulignant leurs « *ambivalences* » et leurs « *contradictions* ». Or, plutôt que cette lecture biaisée (lire l'encadré p. 3) et bien que chaque réponse puisse elle-même être interprétée comme paradoxale, il est surtout notable qu'après des années de décervelage néolibéral une partie majoritaire de la société reste ouverte à l'idée d'une transformation de la société. En voici quelques exemples.

Changer ou révolutionner ?

Pour 87 % des répondants, le changement est une valeur positive, et l'idée de réforme recueille l'assentiment de 75 %. Faut-il y voir le triomphe d'un des mantras

des libéraux (l'injonction au changement, qui serait bon en lui-même) ou l'aspiration à ce que la (sa) vie change ? Question ouverte, sans doute. Cependant, 57 % des répondants ont une appréciation positive de l'idée de révolution, qui

57 % des répondants ont une appréciation positive de l'idée de révolution, qui n'est tout de même pas très conforme à l'idée de conservation de l'ordre social actuel (euphémisme !).

n'est tout de même pas très conforme à l'idée de conservation de l'ordre social actuel (euphémisme !).

L'enquête est problématique, dans la mesure où les listes de réponses

possibles sur l'appréciation des choix faits par la France ou les domaines à réformer n'informent en rien sur le sens de cette appréciation et sur le sens souhaité des réformes. Exemple : 89 % des répondants sont insatisfaits de la gestion des finances publiques ; mais il y a là sans doute aussi bien les points de vue critiques de l'austérité que les pourfendeurs des dépenses sociales. Autre exemple : 57 % ont une bonne opinion des choix faits par la France concernant le système de santé ; mais de quels choix parle-t-on ? 82 % souhaiteraient un changement des choix en matière de fiscalité et d'impôts, mais s'agirait-il d'avoir un système qui mette à contribution les plus riches à la hauteur de leurs revenus ou de baisser les impôts au détriment des politiques publiques ?

Il est vrai que certains indicateurs sont alarmants pour les partisans de l'émancipation. Ainsi, concernant l'acquisition de la nationalité française, 59 % considèrent que l'on « *devient français uniquement par le droit du sang* ». ●●●

Étude CSA : un parti-pris problématique

Pour l'institut CSA, le communisme, le capitalisme et le socialisme sont des « dogmes », licencier facilement veut dire « assouplir le marché du travail » et pour « réinventer la France », il faudrait « changer de logiciel ». Les pseudo-constats se succèdent¹, bourrés de liens rhétoriques tirés par les cheveux. Cela commence par la reproduction d'affiches politiques portant la promesse d'un changement - de François Hollande à Barack Obama, de Georges Marchais à François Bayrou - et cela finit par « cinq rêves pour comprendre le désir de changement » : l'injonction au changement fonctionne à plein !

Toute la démonstration revient à mettre en scène ce désir de changement avant de constater qu'il serait entravé par l'attachement au modèle social du pays. Ainsi, l'enquête "Français, si vous réinventiez la France" est biaisée par l'hypothèse de départ du CSA : il y aurait contradiction entre désir de changement et préservation du modèle social. Or, cela, seuls les capitalistes le pensent !

G.A.

1. Le document de présentation de cette étude est ici : <http://www.csa.eu/multimedia/data/etudes/etudes/atelier-csa-2014.pdf>

●●● Cependant, ce n'est pas un point de vue hégémonique : 39 % considèrent que l'« on peut aussi devenir Français par le droit du sol ». Malheureusement, l'étude n'a posé aucune question sur l'IVG et sur la peine de mort, ce qui aurait permis de mesurer les éventuels mouvements d'idées récents sur ces marqueurs importants.

Un rapport critique aux idéologies et aux religions

Concernant le rapport aux idéologies, CSA parle de « rejet des dogmes », comme si un avis positif ou négatif sur le gaullisme, le libéralisme ou le socialisme exprimait une telle assimilation. Cependant, il est notable que le capitalisme ne recueille que 35 % d'avis positifs, dont 4 % seulement d'avis très positifs, et 65 % d'avis négatifs, dont 18 % d'avis très négatifs. Ainsi se trouve massivement exprimé un avis critique par rapport au système dans lequel nous vivons. Le communisme recueille 22 % d'avis positifs, 77 % d'avis négatifs dont 32 % d'avis très négatifs, tandis que le socialisme recueille 38 % d'avis positifs et 57 % d'avis négatifs dont 19 % d'avis très négatifs. Sans surprise, le rejet des partis politiques est particulièrement fort (81 % d'avis négatifs).

Autre sujet : les religions. L'avis des répondants sur l'Islam (75 % de négatifs, dont 39 % de très négatifs ; 23 %

de positifs, dont 2 % de très positifs) témoigne aussi d'un stigmate vis-à-vis de cette religion. Cependant, le jugement est négatif sur le judaïsme pour 59 % des répondants (17 % d'avis très négatifs), tandis que le christianisme recueille tout de même 46 % d'avis négatifs (dont 12 % de très négatifs). On peut donc constater deux mouvements simultanés : d'une part, une défiance massive vis-à-vis de l'Islam ; d'autre part, une défiance croissante vis-à-vis des religions en général.

Que faut-il changer ? D'abord, les instances et le personnel politique (25 %), puis la vie économique (20 %) et l'emploi et le chômage (15 %), tandis que seuls 5 % des répondants considèrent que la politique d'immigration doit être une priorité. Malheureusement, cette étude donne peu d'information sur le contenu de ces changements souhaités, par exemple en matière économique ou d'emploi. Par contre, l'institut CSA met en exergue l'idée de "Gérer la politique comme une entreprise", titre qui serait justifié par l'idée que 63 % des répondants considèrent comme plutôt important (47 %) ou très important (15 %) qu'une « qualité importante pour un chef de l'État » serait d'avoir eu une « longue expérience dans le secteur privé ». On suggère que la question soit posée directement la prochaine fois : « Considérez-vous que la ●●●

●●● *politique, ou l'État, doit être géré comme une entreprise ?* ». Cela éviterait d'avoir des commentaires très contestables. Notons au passage que 40 % des répondants considèrent qu'il serait important que le chef de l'État soit « *issu de la société civile (association, syndicat)* ». Voilà qui en effet constituerait un changement !

Mouvement de bascule, dans la présentation de l'enquête : « Les Français veulent préserver l'essentiel : les fondamentaux du modèle Français ». Ainsi, ils sont « *attachés à un État fort* », à « *un modèle social qui protège* » et « *aux valeurs qui font [??, NDLR] la République* ».

Un « État fort » ?

La formule est floue car un État fort pourrait être surtout centré sur les fonctions sécuritaires. Or, on est frappé de constater que 51 % des répondants se prononcent pour « *un État qui assure la sécurité et la justice, offre à tous une bonne protection sociale, oriente l'économie et est présent dans tous les secteurs de la société* ». Ce score est une donnée majeure, dans la mesure où elle contredit 40 années de pression idéologique en faveur du néolibéralisme.

L'idée d'un fonctionnement à l'allemande d'un État fédéral composé d'entités autonomes est minoritaire (27 %), tandis que celle d'un « *État décentralisé dans lequel certains pouvoirs de l'État sont transférés aux collectivités locales*

Le capitalisme ne recueille que 35 % d'avis positifs contre 65 % d'avis négatifs, dont 18 % d'avis très négatifs. Ainsi se trouve massivement exprimé un avis critique sur le système dans lequel nous vivons.

(régions, départements, communes) » recueille 56 % d'avis positifs. On note au passage que les instigateurs de l'enquête semblent ne pas être au courant : les pouvoirs de l'État ne sont pas « *transférés aux collectivités locales* », même si certaines compétences l'ont été ; les collectivités locales ont une existence et une autonomie constitutionnelles (lire l'encadré p. 5).

Le point de vue favorable à une intervention très forte de l'État se retrouve aussi dans la réponse à la question suivante : « *Si vous aviez le pouvoir de changer les choses en France, lequel des éléments suivants aurait votre préférence concernant le modèle économique ?* » : 60 % des répondants sont favorables à ce que « *les secteurs comme les transports, la poste, les télécommunications ou l'énergie soient gérés par des entreprises publiques* ». Contrairement à ce que laisse entendre la présentation de l'étude, nous n'avons pas là un élément de continuité par rapport à l'existant immédiat mais bien l'expression du désir d'un rôle croissant du secteur public dans l'économie. Le décrochage par rapport à l'idée, cruciale pour les libéraux, d'un rôle moins important de l'État doit être souligné. Il ouvre de grandes possibilités et aussi de sacrées questions pour les défenseurs des services publics qui souhaitent promouvoir l'idée d'un secteur public démocratisé.

À côté de cette rupture avec une idée libérale importante, les propositions qui mettent en cause l'Union européenne telle qu'elle existe - soit en créant les États Unis d'Europe (41 %), soit en resserrant l'UE autour d'une dizaine ●●●

●●● de pays (64 %) ... - recueillent un fort assentiment. C'est dire si les straté-

gies politiques qui privilégient les solutions techniques ou qui promeuvent une

simple réorientation de la construction européenne sont dépassées. Dans le cas où les partisans d'une transformation de la société ne se saisiraient pas de ces questions, on sent bien que les dynamiques, soit de fuite en avant libérale, soit de repli (les deux ne s'excluant pas nécessairement) ne seront pas longues à sortir de l'ombre.

Les Départements, espaces à défendre et à promouvoir

La campagne électorale en vue des élections départementales prévues les 22 et 29 mars 2015 s'engage ces semaines-ci. Il est intéressant de noter que les candidats ayant une orientation de type Front de gauche peuvent s'appuyer sur l'attachement des citoyens à un système institutionnel décentralisé, où les collectivités locales - Communes, Départements, Régions - jouent un rôle important. Ainsi, une large majorité de citoyens (63 %) soutient l'existence des départements : 48 % sont pour une « *France organisée en grandes régions et en département* » et 15 % pour « *une France organisée en départements* ». Or, le gouvernement souhaitait il y a encore quelques semaines les supprimer !

Quelques éléments simples méritent d'être rappelés à tout bout de champ. D'abord, les Départements sont reconnus par la Constitution et leurs assemblées délibérantes (désormais

les Conseils départementaux), élues au suffrage universel direct, votent leurs orientations et leurs budgets. Ensuite, si les Départements mettent en œuvre de nombreuses compétences dévolues par la loi, ils disposent aussi, au nom du principe constitutionnel de libre administration, de la possibilité de décider de politiques d'intérêt local. De plus, les Départements ont aujourd'hui un rôle majeur en matière d'action sociale et de solidarité, et aussi en matière éducative (gestion des collèges, politique d'aide sociale à l'enfance) et de santé (protection maternelle et infantile). Outre leurs initiatives en matière d'aménagement, de développement durable et d'écologie, ils sont les principaux financeurs de l'investissement public et aussi les principaux soutiens financiers des associations.

G. A.

Un "modèle social qui protège" ?

L'attachement à l'assurance maladie obligatoire (73 % d'avis favorables) et celui à la gestion du système de sécurité sociale par l'État et les partenaires sociaux (70 %) sont forts. L'attachement à la retraite par répartition est important (60 %), mais pas hégémonique. Vient alors un nouvel élément qui ne montre pas seulement, n'en déplaise à l'Institut CSA, un attachement au passé mais une exigence d'avenir : 43 % des répondants souhaitent en revenir à un âge de départ à la retraite à 60 ans, seuls 19 % souhaitant l'augmentation de l'âge légal de départ à la retraite à 65 ans. Voilà encore un domaine où les idées libérales sont à la peine.

L'institut CSA met en avant la République, mais l'ordre des items positifs pour les répondants est celui-ci : 94 % pour ●●●

●●● la liberté, 88 % pour l'égalité, 82 % la démocratie, 82 % pour la laïcité, 76 % pour la république. Si pour une majorité des répondants (58 %) le rôle de l'école doit être de permettre au plus grand nombre d'accéder à la connaissance, on note une pénétration de l'idée que le rôle de l'école est avant tout de donner des formations qui permettent de trouver facilement un emploi (41 %). Voilà un chiffre minoritaire mais inquiétant, qui a dû faire bondir le philosophe Edgar Morin, qui vient de faire paraître *Enseigner à vivre - Manifeste pour changer l'éducation*². Mais cet indicateur est quelque peu nuancé par d'autres données : beaucoup considèrent que l'école doit avoir pour objectif de « permettre au plus grand nombre d'acquérir des connaissances de base » (66 %) et qu'elle doit « être attentive aux difficultés de ceux qui en ont le plus besoin » (25 %), tandis que l'idée de « permettre aux meilleurs élèves d'avoir des parcours d'excellence » est très minoritaire (8 %). Il est intéressant que la bêtise consistant à opposer les deux premiers items (dans l'enquête, un choix exclut l'autre) aboutisse à ce qu'un quart des répondants privilégient la réponse au problème de l'inégalité : au-delà de l'accès du plus grand nombre à un bagage minimum commun, la lutte pour l'égalité est devenu un enjeu majeur.

Vient ensuite le catalogue des solutions libérales proposées par l'institut CSA. Pour « adapter le modèle » (sic), il faudrait « libérer les énergies », « valoriser le travail et reconnaître le mérite » et « plus d'équité et de responsabilisation ». Voyons ça...

51 % des répondants se prononcent pour « un État qui assure la sécurité et la justice, offre à tous une bonne protection sociale, oriente l'économie et est présent dans tous les secteurs de la société ». Ce score est une donnée majeure, qui contredit 40 années de pression néolibérale.

“Libérer les énergies” ?

Si l'on met de côté le parti-pris de CSA en faveur des tartes à la crème - « un souffle nouveau de créativité et d'innovation », on constate un relatif plébiscite

en faveur de la famille (64 % d'avis très positifs sur le mot), la liberté (62 %) et l'égalité (50 %), tandis que la créativité vient 20 points derrière (43 %). Et on constate que la propriété n'est quelque chose de très positif que pour 23 % des répondants (63 % d'assez positifs). Là où l'Institut CSA nous explique qu'« un Français sur deux souhaite assouplir le marché de l'emploi », nous voyons que 48 % des répondants sont pour un licenciement difficile et que 45 % sont pour « un licenciement facile et des allocations chômage proches du dernier salaire pour le salarié ». L'idée ultralibérale de faciliter les licenciements et d'avoir des allocations faibles pour inciter le salarié (qui comme chacun sait est un fainéant) à retourner au travail recueille 5 % des réponses.

Sur la durée du temps de travail, c'est 50-50 : 10 % pour abaisser la durée du temps de travail légal à 32 h, 40 % pour la maintenir à 35 heures, et 49 % pour revenir à 39 heures. 35 % des répondants sont tout à fait favorables à l'ouverture des magasins le dimanche, contre 9 % tout à fait défavorables. On se demande : quelque chose de l'ordre d'un changement profond est-il ici à l'œuvre ou sommes-nous dans le champ de la domination conjoncturelle d'une idée néolibérale ? ●●●

² *Enseigner à vivre, Manifeste pour changer l'éducation*, Edgar Morin, Actes Sud, collection Domaine du possible, 122 p, 16 euros.

●●● Le désir de maintien d'un élément fondamental relatif à l'école est puissant : 77 % contre l'abaissement de l'obligation de scolarité de 16 à 14 ans, l'opposition à la simplification de l'orthographe étant forte elle aussi (30 % de très défavorables, parmi 63 % d'opposés). Par contre, en dehors du développement de l'enseignement des langues étrangères (45 % de très favorables), les réformes dites de modernisation sont évidemment très majoritaires (enseignement de nouvelles matières, de la pratique de l'oral, du travail en groupe...) : très favorables entre 18 % et 24 %, favorable au dessus de 80 %.

“Valoriser le travail et reconnaître le mérite ?

Le mérite s'est banalisé comme une valeur de référence, à égalité avec la valorisation du travail et celle de l'effort (un peu plus de 40 % très positifs pour chaque et plus de 85 % de positifs). L'Institut CSA met en avant une « *réhabilitation de l'entreprise* », car 78 % des répondants en ont une idée positive. Mais regardons le découpage : 16 % ont des entreprises un avis très positif, 62 % un avis plutôt positif. Ce que CSA ne souligne pas vraiment, c'est le niveau de défiance à l'égard des institutions, toutes institutions confondues. Avis très positifs sur les partis politiques : 2 % (parmi 18 % d'avis positifs), les syndicats 5 % (38 %), l'administration 4 % (41 %), le Parlement 8 % (43 %), l'État 10 %

(47 %), l'UE 9 % (59 %, c'est important et c'est curieux...). Seules les associations échappent un peu à ce jugement sans appel : 22 % des répondants ont un jugement très positif, parmi un total de 80 % d'avis positifs.

48 % des répondants sont pour un licenciement difficile et 45 % sont pour « un licenciement facile et des allocations chômage proches du dernier salaire pour le salarié ». L'idée ultralibérale de faciliter les licenciements et d'avoir des allocations faibles recueille 5 % des réponses.

“Plus d'équité et de responsabilisation ?

La formulation choisie par CSA est clairement orientée : parler d'équité quand pourtant l'enquête met en exergue l'attachement des répondants à l'égalité (88 %). *Grosso modo*, les répondants semblent à la fois favorables à

un système qui préserve le caractère universel des prestations sociales ou de l'imposition tout en en modulant les niveaux.

Il y a là, semble-t-il, une position largement partagée qui appelle peut-être une adaptation du discours des partisans de l'émancipation : une chose est de défendre le principe de l'universalité de certains droits (à la sécurité sociale, à l'école gratuite, aux allocations...) ; cela n'empêche pas d'imaginer une forte décote de certaines aides financières pour les plus riches, cela au nom de l'égalité. Cela pourrait être une voie contre la transformation de certains droits en aides sociales réservées aux plus démunies et vouées à devenir peau de chagrin dans le cadre de la mise en œuvre de politiques libérales. Dans le même sens, l'idée d'un impôt payé par tous mais progressif est forte : faut-il continuer d'exonérer les plus pauvres ou revenir à l'idée que chacun doit contribuer, fut-ce symboliquement, en fonction de ses moyens ? Pour que de telles évolutions ne soient pas des manœuvres en recul des progressistes, il s'agirait qu'elles s'inscrivent dans une autre vision de la société.



● Gilles Alfonsi

Notre-Dame-des-Landes, la démocratie change de camp

Notre-Dame des Landes est une loupe. À s'approcher du verre grossissant, on voit Hollande et Valls affairés à navrer la démocratie pour servir leurs maîtres du Medef, et l'on voit ces jours-ci les gens de Nantes affairés à construire de la démocratie, occupés qu'ils sont à défendre l'aéroport Nantes Atlantique et la vie qui va avec, préservant ainsi la vie et la terre qui vont ensemble à Notre-Dame des Landes.

Explications :

Rapporté par *Ouest France* du 18 décembre dernier, Manuel Valls déclarait : « *Ce projet est soutenu par les collectivités territoriales et par les acteurs économiques. Ce qui a été acté, c'est qu'il fallait attendre l'épuisement d'une série de recours, et des décisions de la justice administrative. Ce sera le cas au premier semestre 2015. Après la décision du tribunal administratif, il faudra alors s'engager dans la construction de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes.* »

Cette déclaration est extravagante, le ministre Manuel Valls semble connaître à l'avance le résultat des décisions de justice. Or ses fonctions le désignent comme l'un des garants de l'indépendance de la Justice, c'est dire si le traitement libéral de la République impose de fouailler la démocratie.

À son tour François Hollande, ce lundi 5 janvier sur *France Inter*, confirmait le calendrier, futur de l'indicatif à l'appui : « *quand les recours seront épuisés, le projet sera lancé.* » À ce jour, les délais de recours ne sont pas une question de mois mais d'années, C'est donc un passage en force que prévoit le bras armé du Medef, non pas oublieux de Sivens, mais libéral, jusqu'à la goupille de la grenade.

Les grands projets imposés et inutiles voient le jour à l'abri des processus démocratiques, de Notre-Dame-des-Landes à Sivens ils survivent en piétinant les droits et les hommes. À Notre-Dame-des-Landes, on les combat en inventant de la démocratie nouvelle.

Explications :

Le 12 décembre dernier, à Nantes, est né l'Atelier citoyen, un succès disent les architectes initiateurs. Il s'agit, corollaire de la lutte contre la création de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, de rassembler toutes

les forces visant à pérenniser, améliorer, optimiser l'aéroport de Nantes Atlantique, préserver et développer les quartiers qui l'entourent. Les participants se sont donné trois grands objectifs : réduire les nuisances, préserver l'environnement et donc favoriser sérieusement le développement économique.

Réunion d'experts ? Absolument : une soixantaine de personnes venues de tous

les horizons, rassemblés au-delà des clivages politiques, soucieux de la ville et son aéroport - des géographes, des syndicalistes, des pilotes, des spécialistes de la navigation aérienne, des architectes, des ingénieurs, des acousticiens, des spécialistes des pistes, des chefs d'entreprise, des urbanistes, des sociologues, des experts en transport, des écologues, des usagers et des riverains.

Organisés en groupes de travail, ils ont déjà déposé de nombreuses propositions d'études et d'actions positives, pour apporter des alternatives, éclairer le débat public.

La démocratie est devenue insupportable aux libéraux, elle a changé de camp !

● Catherine Destom Bottin



Les Nations-Unies proclament 2015 année blanche

Lors de sa traditionnelle conférence de presse du 5 janvier, à New-York, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a proclamé "2015 année blanche". « *Les générations précédentes ont mis fin à la pauvreté, aux pandémies et ralenti le réchauffement de la planète. Nous serons celle qui blanchira.* » a-t-il déclaré devant des journalistes aussi surpris par cette annonce que par le rapprochement USA-Cuba. Jean-Luc Mélenchon, présent, a invectivé Ban Ki-moon sur le sens du mot "générations" et prétendu que « *ces dernières sont aux classes sociales ce que les guimauves sont au nougat.* » Immobilisé par des ceintures (noires) de karaté, il a été exfiltré.

Mis à part cet incident, la conférence s'est déroulée dans une ambiance bon enfant. Le Secrétaire général, flanqué d'un joli sapin neige, a lancé une série d'initiatives de blanchiment. Désormais, en raison de son éradication, la misère ne sera plus noire, mais blanche. Le gaz de schiste sera blanc, de la même façon que la houille était blanche. Les traitements et recherches contre le virus Ebola seront mis à disposition gratuitement de l'Afrique blanche. Les paradis fiscaux seront appelés paradis blancs. L'argent blanchi à Singapour, au Luxembourg, en Belgique, aux Bahamas le sera une deuxième fois, par précaution. Les entreprises qui licencieront devront mettre la clé sous une porte blanche. Les déclarations politiques seront cousues de fil blanc. Enfin, on ne lira plus l'avenir dans le marc de café, mais dans la mousse de lait.

Prenant le monde de vitesse, y compris le pape François (publiciste en aube blanche), le cubain Raúl Castro (promoteur de rhum blanc) et Barack Obama (locataire d'une maison blanche), Ban Ki-moon a également annoncé que 2015 serait une année blanche pour les actionnaires des entreprises du CAC 40, du Nikkei et du Dow Jones. De quoi dégager des milliards de dollars pour la grande initiative onusienne : "Des dents blanches pour tout le monde."



Une année sans dividendes pour les actionnaires ? « *It's impossible !* » s'est exclamé, teint crayeux, le fondateur du journal *L'Opinion*, Nicolas Beytout. Ban Ki-moon a alors sorti un papier blanc qu'il a passé sous une bougie de son sapin. À l'encre sympathique, le chiffre 8 est apparu. « *What is that ?* » s'est inquié-

té Beytout de plus en plus blême. Un confrère lui a alors soufflé que c'était le montant en milliards d'euros de l'amende infligée par les autorités américaines à BNP-Paribas. Une somme kerviellesque. Un an de bénéfices. Ceci dit, un montant faible pour la banque. « *And then ?* »... « *Eh bien... la solution a été une année blanche pour les actionnaires, qui ne vont pas recevoir de dividendes.* » « *Ce Ban Ki-moon est un rouge.* » a fulminé l'éditorialiste de *L'Opinion*.

● Philippe Stierlin



René Vautier, un roc breton

Immense rebelle, roc breton de Camaret, port sis là-bas, l'autre côté de la rade de Brest, fils et amoureux du bout du monde, défenseur et acteur inconditionnel de la Bretagne et de la liberté de tous et de chacun, René Vautier est mort le dimanche 4 janvier 2015. Une entrée du tonnerre de Brest dans la légende des incorruptibles.

Relevons que les légitimes multiples hommages contrastent tout de même avec les mille et une misères que les différents dominants et censeurs lui ont infligées, cela dès le départ de son engagement cinématographique, et tout au long de sa vie militante pour "le droit à l'image".

Grand bonhomme, conteur hors normes, René Vautier a tiré sa révérence, debout, caméra en main. Conscient du mal qui le rongait implacablement, René est demeuré fidèle à lui-même jusqu'au bout de son chemin. Ces derniers mois, il lui arrivait de se moquer de ses « *déficiences physiques* ». Devant ses visiteurs embarrassés, René prenait un malin plaisir à leur montrer « *la couche sur laquelle je terminerai bientôt immanquablement* ».

René Vautier était un authentique intellectuel, un intellectuel du cinoche et du faire. René pensait et filmait coûte que coûte. « Je me suis toujours attaché à filmer ce que je voyais, ce qui était vrai, peu importe le prix à payer ». Ses amis, ses camarades et ses « *spectateurs militants* » étaient innombrables, d'ici et d'ailleurs. Et bien sûr, de Bretagne et d'Algérie. René Vautier était pétri de tendresse pudique pour les siens.

René ? Un personnage fascinant. Du fait de mon itinéraire, René Vautier m'a indirectement percuté assez tôt. J'étais apprenti de l'Arsenal. Un personnage, lui aussi haut en couleurs, Pierre Cauzien, victime et rescapé de la répression policière du 17 avril 1950, militant communiste et cégétiste, ne cessait de nous raconter ce sinistre épisode. Je savais donc que René l'avait « mis en boîte ». Bien plus tard, ma chance, mon culot ou mon inconscience ont fait que j'ai "rencontré" René pour la première fois à Quimper, en janvier 1973. Emplie d'émotion ma visite fut discrète et furtive. René avait engagé une grève de la faim contre la censure. Depuis 1970, le PCF comptait deux Fédérations en Finistère. Brestois, je n'avais donc rien à faire à Quimper. Mais voilà, moi-même en délicatesse dans le Nord, ma curiosité était trop forte. Je voulais savoir et comprendre



ce qui conduisait ce cinéaste militant, auteur du tout récent et magnifique *Avoir vingt ans dans les Aurès*, à passer outre la sacro-sainte action collective et à mettre ostensiblement sa « *peau dans la balance* ». C'est certain, René aimait la compagnie des jeunes militants communistes, surtout lorsqu'ils se révélaient "audacieux". « *C'est bien d'être un peu turbulent* », précisait-il. De ce fait, j'ai été au plus près de lui au moment du naufrage de l'Amoco Cadiz, en 1978, et de la préparation de son film *Marée noire, colère rouge*.

Une épopée riche d'enseignements politiques. Je me souviens aussi de cette plus récente éblouissante rencontre de l'été 2011, chez lui à Cancale. La magie de la connivence avec Arezki Metref faisait son oeuvre. Un respect partagé inondait son atelier.

Résistant, antifasciste, anticolonialiste, créateur, inlassable chasseur d'image de la vraie vie, *Un homme est mort*. René l'avait écrit ainsi à propos de l'assassinat de l'ouvrier Edouard Mazé. René Vautier, notre grand frère, nous lègue un patrimoine exceptionnel. Sa pensée et son action irrigueront nos réflexions et actions, longtemps, dans l'éternité de nos combats pour la liberté et l'émancipation.



Louis Aminot

1. La Cinémathèque de Bretagne peut être consultée sur l'énorme filmographie de René Vautier
2. *Caméra citoyenne, mémoires*, par René Vautier, Editions Apogée.
3. *Un homme est mort*, Kris et Etienne Davodeau, Futuropolis.



● Crayon en main, rire tonique ou amer, aux côtés des discriminés, contre les dominants en tout genre ; sourire gentiment ironique à l'égard des amis, comme ce dessin de Charb à la Fête de l'Huma 2012, au stand qui préfigurait le mouvement Ensemble. Nous écrivions alors : « la lutte pour la liberté d'expression est pour nous indissociable de celle contre tous les racismes. (...) les partisans du choc des civilisations, d'où qu'ils soient, sont des adversaires de l'émancipation. » Charb avait autorisé Cerises à plusieurs reprises à publier ses dessins. Les voici ci-dessous en hommage à toute l'équipe et aux victimes de l'attentat.



Cerises
 publication de l'Association
 des communistes unitaires
 - Noyau -
 Gilles Alfonsi, Gilles Boitte,
 Michèle Kiintz, Roger Martelli,
 Philippe Stierlin, Catherine Tricot,
 Pierre Zarka.
 cerises@plateformecitoyenne.net
 Abonnement gratuit en ligne :
<http://plateformecitoyenne.net/cerises>
www.cerisesenligne.fr

MEDIAPART